

Numéro 53 - 25 septembre 2023

Grande manifestation du Front commun à Montréal
Les travailleuses et les travailleurs du secteur public déclarent: Nous, d'une seule voix, défendons les services publics!



- **La manifestation s'attaque aux véritables perturbateurs de la vie sociale**
– *Pierre Soublière* –

L'industrie automobile

- **Les revendications salariales des travailleurs de l'automobile aux États-Unis**

Grande manifestation du Front commun à Montréal
Les travailleuses et les travailleurs du secteur public déclarent : Nous, d'une seule voix, défendons les services publics !

Le samedi 23 septembre, plus de 100 000 travailleuses et travailleurs du secteur public ainsi que leurs nombreux alliés des centres de la petite enfance, parmi les parents, les étudiants et tant d'autres ont marché dans les rues de Montréal pour réclamer leurs droits.

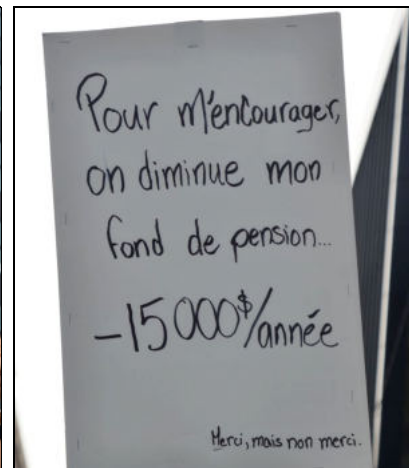
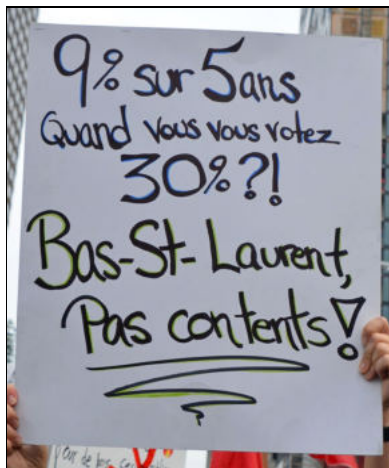
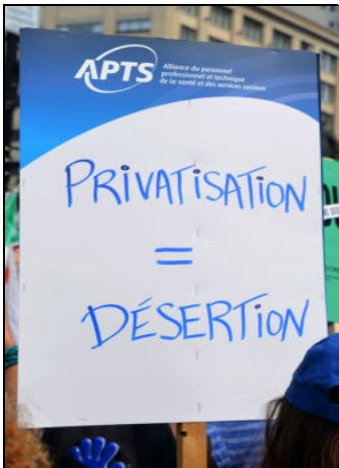
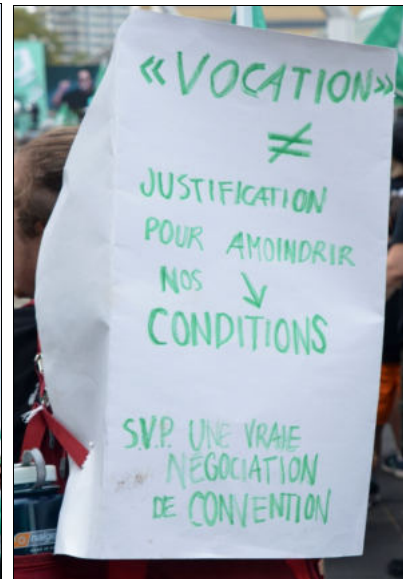


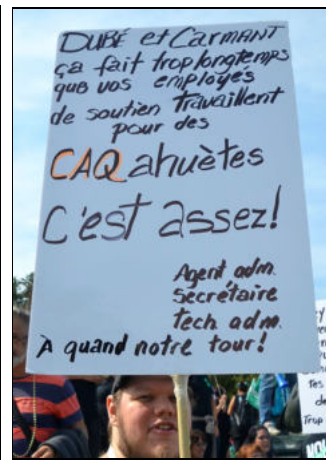
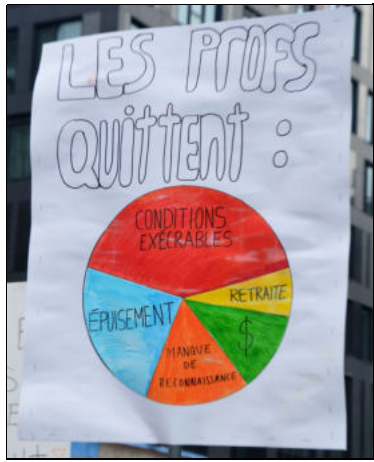
Ils sont venus de tous les coins du Québec, en autobus, en voiture, de Trois-Rivières, Québec, Victoriaville, Drummondville, Val d'Or, Gaspésie, Gatineau, Lac-Saint-Jean, Côte-Nord, Nunavik et Îles-de-la-Madeleine pour montrer au gouvernement Legault qu'ils n'acceptent pas son diktat et les conditions de travail et de vie qu'il leur impose. Une marée de bannières, drapeaux, casquettes et foulards arborait le slogan : *Nous d'une seule voix !* marquant l'unité et la détermination de tous les travailleurs du secteur public pour obtenir des conditions de travail dignes de leurs responsabilités sociales.



La manifestation s'est terminée à la Place des festivals où tous les orateurs ont affirmé que ce sont les centaines de milliers de travailleurs des services publics qui, parce qu'ils sont sur les première ligne des soins à la population, sont celles et ceux qui défendent et protègent la santé et l'éducation de toute la population. Tous n'ont pas manqué de souligner que c'est également l'opinion de la grande majorité des Québécoises et Québécois et que le gouvernement doit rendre des comptes s'il persiste dans son refus de négocier sur la base des demandes des travailleurs.







La manifestation s'attaque aux véritables perturbateurs de la vie sociale

– Pierre Soublière –

C'est près du quart des 420 000 travailleurs et travailleuses du secteur public, provenant de toutes les régions du Québec, qui ont convergé vers Montréal le samedi 23 septembre. Les syndicats du Front Commun estiment que plus de 100 000 personnes ont répondu à son appel à faire entendre leurs voix pour exiger des conditions de travail humaines comme partie intégrante de renverser la vapeur et de défendre un réseau public qui défend les droits et la dignité de tous et toutes.



Un aspect frappant de la manifestation était le nombre de jeunes, la relève, exprimant son enthousiasme et dont, pour plusieurs, c'était la première action du genre. Le fait de se retrouver ensemble comme ça avec toute l'énergie qui s'en dégage a été un grand encouragement pour les batailles qui se pointent à l'horizon, alors que les votes de grève ont déjà été amorcés et se poursuivront dans les semaines qui suivent. Les porte-parole syndicaux rapportent qu'aux Îles-de-la-Madeleine, par exemple, le vote en faveur de la grève frôle le 100 % !

L'animatrice de la journée, l'humoriste Rosalie Vaillancourt, accueillant les gens à mesure qu'ils arrivaient à la Place des festivals, a très bien reflété l'ambiance et les enjeux. Elle a exprimé son appréciation personnelle pour le travail des travailleuses et travailleurs en santé et en éducation, tout en affirmant que tous les travailleurs du secteur public sont les piliers de la société et que la lutte actuelle est pour l'avenir du secteur public et de la société elle-même. Elle a dit que ce qui était nécessaire c'était des services à la hauteur des besoins des gens tels qu'ils se présentent aujourd'hui.

Totalement insensible au fait que les forces vives de la société s'étaient rassemblées, parcourant parfois de longues distances, pour dire haut et fort que des améliorations sont nécessaires tant au niveau salarial que de leurs conditions de travail pour le bien des services à la population, la présidente du Conseil du Trésor Sonia Lebel et son gouvernement ont poursuivi de manière « déconnectée et méprisante », comme l'ont fait valoir les syndicats du Front commun. Insensible aux conditions intenable des travailleuses et à la détérioration des systèmes publics, elle a soulevé encore une fois qu'elle s'attendait à de la « souplesse », à la possibilité d'organiser le travail dans les écoles et les hôpitaux « de façon plus efficace », ajoutant que personne ne souhaite que les services soient « perturbés ».

À ce sujet, il faudrait peut-être se rappeler quelles ont été les conséquences de plus de « souplesse » et d'« efficacité » au service d'intérêts privés de la part du gouvernement caquiste. Rappelons, à titre d'exemple, que quelques jours plus tôt, une demande d'action a été déposée au palais de Justice de Montréal à propos des éclosions de COVID-19 qui sont survenues dans les CHSLD du Québec au printemps 2020. Ce recours collectif visait d'abord uniquement les résidents du CHSLD Sainte-Dorothée, mais a depuis été élargi et concerne maintenant tous les patients des CHSLD publics du Québec qui ont vécu des éclosions pendant la pandémie, impliquant 25 établissements.

La poursuite est fondée sur le droit des résidents des CHSLD de recevoir des services de santé et des services sociaux à des niveaux déterminés de façon scientifique, avec continuité et de façon personnalisée et sécuritaire, y compris le droit à la vie, à la sûreté, la l'intégrité et à la liberté de leur personne et à la sauvegarde de leur dignité.

Dans leur demande d'action collective, les demandeurs soutiennent qu'au cours de la période de mars 2020 jusqu'à mars 2021, les résidents des CHSLD ont été traités de façon fautive, négligente et non sécuritaire par les défendeurs dans le cadre de leur réponse à la pandémie de COVID-19.

Parmi les preuves à cet égard, les plaignants soulèvent le refus d'avoir adopté ou mis à jour un Plan régional de lutte à une pandémie d'influenza entre 2006 et 2020, l'omission d'avoir pris des mesures pour préparer les CHSLD sous leur responsabilité à la pandémie en janvier et février 2020, et l'omission de mettre en place en temps utile les mesures nécessaires pour protéger les résidents de CHSLD alors que ceux-ci étaient identifiés dès janvier 2020 comme faisant partie de la population la plus vulnérable.

La demande d'action collective vise aussi le ministre de la Santé et le Directeur national de la santé publique.



L'industrie automobile

Les revendications salariales des travailleurs de l'automobile aux États-Unis

Les travailleurs de l'automobile des États-Unis restent inébranlables dans leur revendication d'une augmentation salariale de 40 % pour compenser l'augmentation des salaires que les propriétaires des trois grands constructeurs automobiles se sont octroyés ces dernières années, alors que les salaires des travailleurs de l'automobile ont constamment baissé.

Les travailleurs de l'automobile aux États-Unis soulignent que depuis 2003, ils ont vu leur salaire horaire moyen diminuer de 30 %. En même temps, au cours de la dernière décennie, les trois grands constructeurs automobiles ont engrangé plus de 250 milliards de dollars de bénéfices et ont récompensé leurs actionnaires par des dizaines de milliards de dollars de rachats d'actions et de distribution de dividendes.

Mary Barra, la présidente du conseil d'administration et directrice générale de General Motors, a gagné 29 millions de dollars en 2022, soit 362 fois le salaire médian d'un employé de son entreprise. Chez Stellantis (anciennement Fiat Chrysler), le directeur général et directeur exécutif Carlos Tavares a gagné 24,8 millions de dollars, soit 365 fois le salaire de l'employé moyen. Le PDG de Ford, Jim Farley, a perçu 21 millions de dollars, soit au moins 281 fois plus que le salaire médian d'un travailleur[1].

Ford et General Motors ont proposé des augmentations salariales de 20 % et Stellantis de 21 % sur la durée d'une convention collective de quatre ans. C'est bien en dessous des revendications des Travailleurs unis de l'automobile (UAW) qui réclame une augmentation de 36 % pour compenser des années de baisse des salaires des travailleurs de l'automobile dans un contexte de hausse des profits des entreprises et de l'augmentation des rémunérations des dirigeants.



Rassemblement des travailleurs de l'automobile à Kokomo, Indiana, semaine du 17 au 23 septembre, alors qu'ils se préparent à des grèves tournantes.

L'Economic Policy Institute indique qu'en 2021, les PDG américains ont gagné 399 fois plus que leurs employés, comparativement à un ratio de 59 pour 1 en 1989. CNN reprend l'argument des PDG qui soulignent que la majeure partie de leur rémunération est liée aux performances de l'entreprise, ce qui rend le calcul de leur salaire « compliqué ». CNN indique également que c'est une motivation supplémentaire pour « maintenir les coûts &ndash ; y compris les salaires des travailleurs &ndash ; à un niveau bas ».

Lorsque Stellantis a annoncé son offre d'augmentation salariale de 21 %, son porte-parole a déclaré : « Notre objectif est d'assurer un avenir durable qui donne à tous nos employés représentés par l'UAW la possibilité de s'épanouir dans une entreprise qui sera compétitive au cours de la transformation historique de l'industrie automobile. » Le président de l'UAW, Shawn Fain, a rejeté l'augmentation de salaire de 21 % proposée par Stellantis. « Il s'agit de la classe ouvrière qui se lève pour obtenir sa part de justice économique et sociale après avoir été laissée pour compte pendant des décennies », a-t-il déclaré à l'émission *The Sunday Show* de la chaîne MSNBC.



Depuis le 22 septembre, 13 000 travailleurs de l'automobile de Stellantis continuent leurs piquets de grève devant trois usines au Michigan, au Missouri et en Ohio. Shawn Fain a déclaré à la chaîne CBS : « Si nous n'obtenons pas de meilleures offres et si nous ne nous occupons pas des besoins de nos membres, nous allons encore intensifier notre action. »

Le transfert de richesses de centaines de millions de personnes dans le monde vers une infime minorité d'individus est énorme. En 1970, un PDG moyen disposait d'un revenu 20 fois supérieur au revenu médian d'un travailleur moyen. Aujourd'hui, ce revenu est 300 fois plus élevé. L'impôt sur le revenu des riches était de 70 % en 1970 et n'est plus que de 37 % aujourd'hui. En 1970, le gouvernement fédéral américain prélevait 12 % de ses impôts sur les sociétés ; aujourd'hui, il n'en prélève plus que 6 %. Les salaires réels des travailleurs ont stagné.

Depuis 1978, la rémunération des PDG des 300 plus grandes entreprises américaines a augmenté de 1 460 %, alors que le salaire moyen des travailleurs n'a progressé que de 18 % (ces deux chiffres

étant corrigés de l'inflation). Au cours de la même période, la rémunération de ces PDG a augmenté 37 % plus vite que la croissance du marché boursier.



Piquetage des travailleurs de l'automobile à l'usine de Chrysler à Center Line, au Michigan, 22 septembre 2023

Note

1. Les PDG d'autres entreprises gagnent encore plus. Michael Rapino, PDG de LiveNation, gagne 5 414 fois le salaire médian de ses employés et n'est pas le PDG le mieux payé. En d'autres mots, un employé médian de LiveNation doit travailler 5 414 ans pour gagner ce que son PDG gagne en un an. Il n'est pas non plus le PDG le mieux payé des États-Unis. Les 10 PDG les mieux payés des États-Unis en 2022 étaient les suivants :

Stephen Schwarzman, Blackstone, 253 millions de dollars.

Sundar Pichai, Alphabet, 226 millions de dollars.

Stephen Scherr, Hertz, 182 millions de dollars

Barry McCarthy, Peloton, 168 millions de dollars.

Michael Rapino, Live Nation, 139 millions de dollars.

Safra Catz, Oracle, 138 millions de dollars.

Douglas Ingram, Sarepta Therapeutic, 125 millions de dollars.

Bill Ready, Pinterest, 123 millions de dollars.

Kiwi Camara, CS Disco, 110 M \$.

Tim Cook, Apple, 99 millions de dollars.

En Europe, les PDG gagneraient moins qu'aux États-Unis, mais la tendance est à la hausse. C'est en Allemagne que les PDG perçoivent les salaires les plus élevés d'Europe. Les Pays-Bas suivent de près, où le rapport entre le salaire du PDG et celui du travailleur (et non le revenu) est de 7,3. Le ratio moyen européen est de 5,6, mais il peut atteindre 300 pour les entreprises cotées en bourse.

Les dirigeants de l'UAW affirment que tout comme il y a eu des réductions de salaires et des licenciements pendant les récessions ou d'autres périodes de rigueur économique, ceux qui fabriquent les produits à l'origine des profits énormes devraient partager la prospérité.



